



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Discours de M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO,
à l'occasion de l'ouverture
du Forum national sur l'éducation au Bénin**

Cotonou, Bénin, le 12 février 2007

Monsieur le Président de la République du Bénin,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique et représentants
des organisations internationales, partenaires du développement du Bénin,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur et un plaisir pour moi de me trouver aujourd'hui en votre compagnie, à l'occasion de ma visite dans ce beau pays de l'Afrique de l'Ouest que l'on qualifie à juste titre de Quartier latin de l'Afrique.

Je voudrais, avant toute chose, remercier Son Excellence M. Thomas Boni Yayi, Président de la République, d'avoir bien voulu m'inviter au Bénin, pour me rendre compte des actions importantes qu'il y mène, notamment dans le domaine de l'éducation et de la culture. Je suis persuadé que ma présence ne manquera pas de nous aider à resserrer encore davantage les liens étroits de coopération qui existent entre le Bénin et l'UNESCO.

Notre Organisation a été très honorée de la visite que le Chef d'Etat a effectuée à l'UNESCO le 29 juin 2006, deux mois seulement après son accession à la fonction suprême, faisant d'elle la première institution du système des Nations Unies qu'il a visitée en sa qualité de Chef d'Etat.

Lorsque, quelques mois plus tard, le Président Yayi m'a invité à me joindre à vous pour procéder à l'ouverture du Forum national sur l'éducation, j'ai répondu à son invitation sans hésitation.

C'est en effet un privilège pour moi d'être parmi vous aujourd'hui, car nous sommes dans un pays qui a inscrit la réforme de son système éducatif et l'atteinte des objectifs de l'Education pour tous au cœur de sa politique nationale de développement.

Ces choix stratégiques, on le sait, se sont traduits par deux grandes mesures phares qui ont recueilli toute notre attention : l'adoption d'un Plan décennal de développement du secteur de l'éducation (2006-2015) d'une part, et la gratuité de l'école maternelle et primaire dans tous les établissements publics au Bénin, d'autre part.

Ces engagements, signe d'une volonté politique au plus haut niveau, ouvrent des perspectives d'action et de coopération immenses. Nous sommes donc ici au rendez-vous pour examiner ces perspectives et faire en sorte que la communauté internationale se mobilise à son tour pour rendre possible ce rêve nécessaire d'une véritable éducation de qualité pour tous.

Mesdames, Messieurs,

Ce forum, soulignons-le, est d'abord l'aboutissement d'une longue réflexion, entamée depuis la tenue des états généraux de l'éducation d'octobre 1990, qui avaient dressé un diagnostic complet des besoins éducatifs du Bénin. Ce diagnostic a permis l'élaboration de documents stratégiques essentiels, tels que la Loi d'orientation sur l'éducation nationale, le Plan d'action national Éducation pour tous, le Projet de politique nationale d'éducation et de formation des filles, et enfin, le Document de politique de recrutement et de formation (RESEN).

C'est sur cette base solide qu'a été élaboré, d'une manière inclusive et cohérente, le Plan décennal du développement du secteur de l'éducation.

Ce Plan à long terme force l'admiration, car il répond aux objectifs du Forum mondial du Dakar et à ceux du Millénaire pour le développement, s'intègre au Plan d'action de la seconde Décennie de l'éducation pour l'Afrique, et s'accorde pleinement avec le document de stratégie de réduction de la pauvreté au Bénin.

Plus encore, ce Plan accorde une attention ciblée à certaines questions prioritaires, telles que la lutte contre le VIH et le Sida en milieu scolaire, qui a elle-même fait

l'objet d'un plan stratégique pour les années 2006-2009, l'égalité des genres, la qualité de l'éducation.

Ce Plan, nous le savons, s'appuie sur un effort de grande ampleur visant à augmenter tout particulièrement les taux de scolarisation et de rétention dans les cycles primaires, en réduisant les écarts qui persistent entre filles et garçons. Cet effort, placé au service d'une alphabétisation de base gratuite et accessible à tous, est crucial.

Mais il vise également à une rénovation en profondeur des programmes d'enseignement et des politiques de formation des enseignants, ce dont je me réjouis tout particulièrement.

La qualité, en effet, est essentielle à l'éducation. Elle influe sur ce que les élèves apprennent, sur la façon dont ils l'apprennent, ainsi que sur les bénéfices qu'ils tirent de leur éducation. Faire en sorte que les élèves obtiennent des résultats d'apprentissage satisfaisants et acquièrent des valeurs et des compétences qui les aident à jouer un rôle positif dans leurs sociétés est un défi que nous devons relever.

A long terme, une politique éducative de qualité met en lumière un certain nombre de besoins pressants : des enseignants mieux formés et motivés, de meilleurs manuels pour tous les apprenants, des environnements d'apprentissage plus accueillants.

Pour ma part, je souhaiterais ici mettre brièvement l'accent sur un aspect essentiel à l'amélioration de la qualité de l'apprentissage : celui des politiques linguistiques. Il est en effet aujourd'hui reconnu que l'instruction initiale dans la langue maternelle de l'apprenant améliore les résultats d'apprentissage et réduit ensuite les taux de redoublement et d'abandon. Ce constat, renouvelé d'année en année par le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, plaide en faveur d'un multilinguisme assumé. De fait, le multilinguisme est une voie qui ménage l'usage de la langue maternelle tout en assurant la maîtrise de langues de communication qui permettent, à l'échelle nationale, régionale ou internationale, d'interagir avec d'autres peuples, d'autres cultures, d'autres savoirs. A l'heure où le développement des sociétés repose de plus en plus sur l'accès à l'information et au

savoir, on mesure combien cet enjeu linguistique sera nécessairement au cœur de votre réforme.

Mesdames, Messieurs,

Le double défi de l'amélioration de la qualité et de l'élargissement équitable de l'accès à l'éducation pour tous requiert une mobilisation politique sans faille. Mais au-delà, il ne pourra également être relevé que s'il bénéficie d'un niveau soutenu d'investissement de long terme, à la fois national et international.

A cet égard, j'encourage vivement le Bénin à poursuivre sa politique courageuse et ambitieuse d'augmentation de son budget national consacré à l'éducation. Ce sera là en effet une des clés du succès de votre réforme éducative.

D'autre part, nous ne pouvons que saluer l'appui qui a été récemment apporté au Plan d'action du Bénin par les partenaires de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA). Ceci est une très bonne nouvelle, et servira de moyen supplémentaire pour mobiliser avec efficacité, en accord avec les priorités nationales, les fonds nécessaires au maintien de services de qualité tout en absorbant l'impact d'un accroissement de la scolarisation.

Naturellement, il sera de la responsabilité du forum d'identifier des sources nouvelles de financements pour couvrir les domaines non pris en compte par l'IMOA, tels que l'alphabétisation des adultes, l'apprentissage des compétences tout au long de la vie, ou l'éducation non formelle.

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

En conclusion, je voudrais redire combien l'UNESCO, qui a activement participé à la préparation de ce forum, se réjouit de la reconnaissance qui est aujourd'hui apportée par la communauté internationale aux progrès accomplis par le Bénin en matière d'éducation pour tous.

Je l'ai déjà évoqué, des mesures remarquables ont déjà été prises, telle que la gratuité des frais de scolarité à l'école primaire et maternelle, qui rend ainsi possible l'objectif d'une éducation primaire universelle d'ici à 2015.

Des chantiers immenses sont cependant encore au-devant du Bénin. Je pense en particulier au taux d'analphabétisme des adultes, notamment des femmes, qui reste particulièrement élevé, surtout dans les zones rurales. Je pense également au faible taux de parité et d'égalité entre sexes. Enfin, dans un tout autre domaine, on pourrait évoquer la place qu'il conviendrait de donner à l'enseignement des sciences et technologies, dont la maîtrise est absolument cruciale pour le développement de votre pays, comme le rappelle la Déclaration d'Addis-Abeba adoptée le mois dernier par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine.

Je vois donc ce Forum national comme une promesse d'avenir. Cette promesse, il nous revient à tous de la faire vivre, en nous engageant à promouvoir une éducation qui s'appuie sur les principes de l'intégration, de l'équité et de la qualité.

A l'heure où chacun s'apprête à formuler des propositions pour une mise en œuvre efficace du plan décennal, je souhaite réitérer la volonté de l'UNESCO de prendre toute sa part, dans ses domaines de compétence, à la mise en œuvre et au suivi de ce plan. Des spécialistes seront à vos côtés pour aider à la préparation de projets susceptibles d'être soumis à la communauté des partenaires financiers bilatéraux et multilatéraux, tandis que nos instituts spécialisés se mobiliseront pour apporter leurs concours dans les domaines de la planification et du renforcement des capacités.

Ce sont les priorités de l'éducation qui, en fin de compte, déterminent le bien-être de nos sociétés. Nous pourrons le faire, dès lors qu'il continuera d'exister un consensus national et un engagement à long terme de la communauté internationale sur les questions d'alphabétisation et de scolarisation, de qualité de l'éducation et d'excellence.

Ensemble, nous gagnerons le pari de l'éducation au Bénin.

Je vous remercie de votre attention.